

*Questions orales*

pour l'avenir de ceux dont le gagne-pain dépend depuis longtemps de nos ressources halieutiques.

Pourtant, le premier ministre avait donné sa parole. Le 13 décembre, puis le 22 janvier, le premier ministre a fait une promesse aux Canadiens de la région atlantique. Il s'est engagé devant la Chambre et le peuple canadien à fournir des programmes aussi généreux que ceux qui sont offerts aux agriculteurs des Prairies.

Le budget était l'occasion rêvée de montrer qu'il était disposé à aider ces gens. Il a refusé d'aller les voir et il n'est même pas prêt à respecter l'engagement qu'il avait pris de les aider.

De fait, les coupes sombres effectuées dans le domaine des soins de santé et de l'enseignement postsecondaire et les nombreuses réductions de programme prévues dans le budget auront des conséquences tragiques pour les Canadiens de la région atlantique, qui sont déjà dans une situation critique.

Quand le gouvernement sera-t-il à l'écoute? Quand va-t-il tenir ses promesses? Quand va-t-il s'occuper des Canadiens de la région atlantique?

\* \* \*

**LE BUDGET**

**M. Bob Wood (Nipissing):** Monsieur le Président, la circonscription de Nipissing et d'autres circonscriptions du nord de l'Ontario ont tiré pleinement parti des subventions de développement régional. Or, à cause de la réduction des subventions d'encouragement accordées aux entreprises, les localités du Nord auront encore plus de mal à concurrencer nos voisins du Sud. Notre infrastructure des transports a déjà souffert à cause de la disparition d'Air Canada et de VIA. Cela n'est qu'un autre coup asséné par un gouvernement insensible et indifférent.

Étant donné que le ministre des Finances lui-même prévoit une hausse du taux de chômage, les subventions d'encouragement sont indispensables au développement économique dans le Nord.

Ma circonscription s'inquiète également de la suppression du Comité d'examen des services postaux. Comme beaucoup de mes électeurs font face aux répercussions du franchisage des services postaux et de la fermeture de bureaux de poste ruraux, un mécanisme d'examen des services s'impose. Cette suppression du comité ne fait que montrer que le seul engagement que le gouvernement a pris au sujet des services postaux consiste à

réaliser des bénéfices au lieu de distribuer le courrier à des clients satisfaits.

Contrairement à ce qu'a dit le ministre des Finances, nos anciens combattants seront également touchés par les compressions imposées dans le budget. Ils paieront 3 000 \$ de plus par année pour obtenir des soins dans les foyers qui les accueillent.

Or, ces personnes ont payé leur part lorsqu'elles sont parties au front. Le gouvernement exagère lorsqu'il commence à s'en prendre à elles pour économiser de l'argent.

Le temps n'est pas venu de fouler aux pieds nos principes, mais plutôt de régler nos difficultés.

\* \* \*

**LE BUDGET**

**M. Lee Richardson (Calgary-Sud-Est):** Monsieur le Président, le gouvernement continue à indiquer la voie à suivre, car c'est pour cela qu'il a été porté au pouvoir. Il réduira le déficit à 28,5 milliards en 1990-1991 et à 10 milliards en 1994-1995.

Nous devons continuer à réduire le déficit si nous voulons que les Canadiens envisagent vers l'avenir avec confiance. C'est exactement ce que nous faisons.

Notre dernier budget n'impose pas de nouvelles taxes. La meilleure façon de réduire le déficit consiste à comprimer les dépenses.

Combinées aux mesures annoncées en décembre, celles que le budget contient vont permettre au gouvernement d'épargner plus de 19 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.

Depuis cinq ans, les dépenses pour les programmes ont été limitées à 3,6 p. 100, soit beaucoup moins que le taux d'inflation. Aucun des 10 gouvernements provinciaux n'a pu réussir cet exploit.

Limiter les dépenses ne se fait pas sans douleurs, mais les Albertains sont prêts à faire leur part. Les réductions de dépenses décrites dans notre budget sont pénibles, mais nécessaires.

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**LE BUDGET DES DÉPENSES PRINCIPAL**

**L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, je voudrais poser au président du Conseil privé, à propos du budget principal, des questions qui n'ont rien à voir avec la question de procédure qu'étudie la présidence.